

Extract of Pour Info - FSU - En ligne

<http://pourinfo.fsu.fr/A-quand-la-rigueur-pour-les.html>

A quand la rigueur pour les profiteurs de la crise ?

- Archives - Année 2009-2010 - N°462 - Du 3 au 7 mai - 2010 -

Publication date: vendredi 7 mai 2010

Copyright © Pour Info - FSU - En ligne - Tous droits réservés

François Fillon vient d'annoncer le gel des dépenses publiques, donnant ainsi un nouveau coup d'accélérateur à une politique déjà massivement destructrice d'emplois publics (RGPP, suppression d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, stagnation des salaires...). Il annonce que les dépenses de fonctionnement devraient baisser de 10% en 3 ans dont 5 dès l'an prochain.

Cela veut dire l'éducation et la santé sacrifiées une fois de plus, cela veut dire des inégalités sociales renforcées avec l'appauvrissement des services publics, l'étranglement des budgets sociaux. Cela veut dire aussi une recherche publique cantonnée aux thématiques immédiatement rentables.

Cette politique prive la France d'emplois créateurs de richesses et qui alimentent la sécurité sociale. Elle va priver les salariés des améliorations de salaires nécessaires pour augmenter leur pouvoir d'achat. Elle prive les jeunes de perspectives d'accès rapide à un emploi stable tandis que leurs parents sont sommés de travailler plus longtemps : on voit la duplicité des injonctions à travailler plus longtemps, alors qu'on crée par les deux bouts les conditions de rétrécissement de la période réelle d'activité, amenant bel et bien à la baisse des pensions pour les uns et à la précarité, voire au chômage pour les autres.

La cure d'austérité ne distingue pas les âges de la vie !

L'objectif affiché est de ramener le déficit public à un taux inférieur à 3% du PIB en 2013. Nicolas Sarkozy et son gouvernement craignent le risque d'être « déclassés » et veulent être les premiers de la classe des disciples des agences de notation ! Leur choix est donc de s'en prendre toujours davantage aux salariés, aux retraités et futurs retraités, aux privés d'emplois alors que les banques, sauvées par les milliards qui ont creusé les déficits, en ont profité pour spéculer et faire payer aujourd'hui la crise au peuple Grec.

L'argent public doit aller aux services publics pour répondre aux besoins de la population et non aux spéculateurs dont il faut au contraire taxer les revenus. Pour trouver des ressources, il faut par exemple revenir sur le bouclier fiscal qui prive le budget de l'état de ressources indispensables permettant une redistribution essentielle pour réduire les inégalités. Une politique ambitieuse de créations d'emplois, notamment dans le cadre d'un développement industriel respectueux de l'environnement, doit être impulsée par les pouvoirs publics.

C'est une toute autre politique qu'il faut mener ! Il est désormais temps d'inverser la tendance qui voit s'accroître la part des profits et réduire la part du travail. Un autre partage des richesses doit s'imposer et être imposé au marché.

La journée nationale unitaire de mobilisation du 27 mai prochain sera l'occasion d'opposer à la solidarité des profits la solidarité citoyenne contre l'injustice sociale et fiscale pour le développement des services publics.

Communiqué FSU, Les Lilas, le 7 mai 2010